

ESTHER BENBASSA, DIRECTRICE D'ÉTUDES À L'EPHE (1), SORBONNE

L'arrière-goût pétainiste du communautarisme de Sarkozy

Lors de son pseudo-débat avec des Français le 10 février dernier, Nicolas Sarkozy opposait les Français musulmans, qui devaient « intégrer » les valeurs de la République, et les Français juifs, dont « l'assimilation constitue un exemple » selon les propos tenus au CRIF la veille du débat télévisuel par le président de la République. Des propos qui rappellent fâcheusement ceux tenus à l'égard des juifs de France en d'autres temps et qui ont conduit à la catastrophe que l'on sait, réagit l'historienne Esther Benbassa.

Le mercredi 9 février, lors du dîner annuel du CRIF, le président Sarkozy a évoqué les « racines juives » de la France. Le lendemain, sur TF1, face aux Français, il déplorait le refus des musulmans, ou tout au moins de certains d'entre eux, d'intégrer la communauté nationale, et appelait de ses vœux l'émergence d'« un islam de France et non pas d'un islam en France », au lieu de parler simplement de la condition présente des Français de confession musulmane.

Si la France abrite des juifs depuis longtemps, on ne peut guère dire que les juifs d'aujourd'hui aient un quelconque lien direct avec leurs

prédécesseurs du Moyen Âge. Faire remonter la présence juive en France à 2000 ans est également une fantaisie historique, n'ayant probablement pour fin que de mieux l'ancrer dans le paysage français. S'il y eut bien quelques juifs arrivés sous nos latitudes avec les légions romaines, il est plus que hasardeux de fonder là-dessus l'antiquité et la continuité d'une implantation puisque le judaïsme français s'est constitué de différentes vagues d'immigration.

Je souhaiterais, comme historienne des juifs, rappeler au président que d'autres élites françaises, dans d'autres temps, dénonçaient ces rabbins qui ne savaient pas le français et ces juifs trop visibles et inassimilables. Il n'y a pas si loin de la parole à l'acte et l'on connaît

les conséquences ultimes, attestées par les tragédies de l'histoire, de pareille stigmatisation.

Pour mieux marquer la pointe droitière et démagogique de ses propos, Nicolas Sarkozy, sur TF1, a souligné que « dans nos démocraties, on s'est trop préoccupé de l'identité de celui qui arrivait et pas assez de l'identité du pays qui accueillait ». À l'inverse, la veille, au dîner du CRIF, il se permettait de gloser sur l'« alchimie subtile » que constitue l'identité française, qui a su intégrer l'apport juif.

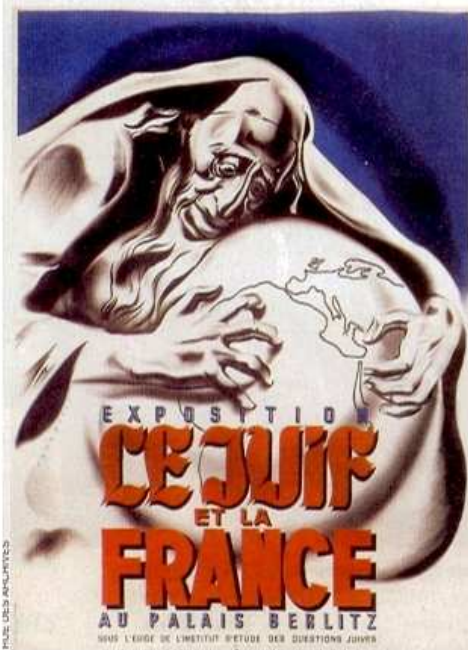
Si l'identité française est faite d'apports divers, pourquoi, alors, rejeter celui des Arabo-musulmans ? La réponse est simple. Si l'ancienne obsession française se focalisait sur les juifs, celle d'aujourd'hui se focalise sur les musulmans. Et le danger pour la France n'est pas le multiculturalisme que dénonce le président mais cette obsession qui, pour des raisons de mercantilisme politique, prend tel ou tel groupe comme cible, à défaut de produire des projets porteurs.

La réalité française, elle, et quoi qu'en pense, selon les jours, Nicolas Sarkozy, est bien multiculturelle, ce qui ne signifie pas, pour autant, « multiculturalisme ». Et si les communautés existent, c'est aussi grâce aux contradictions de nos élites politiques, qui

ont, semble-t-il, intérêt. Le Conseil français du culte musulman (CFCM), qui n'est pas sans évoquer le Consistoire créé par Napoléon en 1808 (et devenu une simple association après la loi de la séparation de l'Église et de l'État de 1905), n'a-t-il pas été fondé en 2003 avec l'appui de Nicolas Sarkozy lui-même ?

Ce sont ces contradictions qui alimentent la tension entre les différentes composantes de la société. Si le même Nicolas Sarkozy refuse, à en croire ses déclarations télévisées, une société dans laquelle les « communautés » coexistent, ce sont d'abord ses propres actes et ses propres discours qu'il devrait examiner. Il est de son devoir et de son rôle de ne pas céder lui-même à de telles sirènes, et de réconcilier les communautés pour que la France exerce ses démons. Non point à la fois de les nier et de les engager dans une guerre sans issue. ★

(1) École pratique des hautes études.



Je souhaiterais, comme historienne des juifs, rappeler au président que d'autres élites françaises, dans d'autres temps, dénonçaient ces rabbins qui ne savaient pas le français et ces juifs trop visibles et inassimilables.

Ces discours contradictoires, d'un côté sur un judaïsme positif et coopté, et de l'autre sur un islam négatif et dont on se défie, n'ai-